

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITEE
T/L.1193
2 juin 1975
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-deuxième session
Point 17 de l'ordre du jour

PROJET DE RAPPORT DU CONSEIL DE TUTELLE AU CONSEIL DE SECURITE
CONCERNANT LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE
POUR LA PERIODE DU 15 JUIN 1974 AU JUIN 1975

Document de travail établi par le Secrétariat

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>
Introduction	1
Première partie. Activités du Conseil de tutelle concernant le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique	2 - 9
A. Examen du rapport annuel	2 - 6
B. Examen des pétitions	7 - 9
Deuxième partie. Situation dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique	/A ajouter/

INTRODUCTION

1. Conformément à l'Article 83 de la Charte des Nations Unies, à la résolution 70 (1949) que le Conseil de sécurité a adoptée à sa 415ème séance, le 7 mars 1949, et à sa propre résolution 46 (IV) du 24 mars 1949, le Conseil de tutelle a exercé, pour le compte du Conseil de sécurité, les fonctions assumées par l'Organisation des Nations Unies au titre du régime international de tutelle en ce qui concerne le progrès politique, économique, social et culturel des habitants du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, désigné comme zone stratégique.

PREMIERE PARTIE. ACTIVITES DU CONSEIL DE TUTELLE CONCERNANT LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE

A. Examen du rapport annuel

2. Le rapport du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique sur l'administration du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique pour l'année qui a pris fin le 30 juin 1974 1/ a été communiqué aux membres du Conseil de tutelle le 9 mai 1975 par une note du Secrétaire général (T/1762) et inscrit à l'ordre du jour de la quarante deuxième session du Conseil.

3. Le Conseil de tutelle a commencé l'examen du rapport à la 1435ème séance, le 27 mai 1975. Le représentant des Etats-Unis et le représentant spécial de l'Autorité administrante, M. Edward E. Johnston, haut commissaire du Territoire sous tutelle, ont fait une déclaration liminaire. M. Wilfred Kendall, membre du Congrès de la Micronésie, qui exerçait les fonctions de conseiller spécial auprès de la délégation des Etats-Unis, a fait également une déclaration. Une déclaration de M. Raymond Setik, membre du Congrès de la Micronésie, qui exerçait aussi les fonctions de conseiller spécial auprès de la délégation des Etats-Unis, a été jointe en annexe au compte rendu sténographique de cette séance 2/.

4. Aux 1438ème et 1439ème séances, le 29 mai 1975, les membres du Conseil de tutelle ont posé des questions au représentant des Etats-Unis, au représentant spécial et aux conseillers spéciaux. A la séance, le juin, le Conseil a procédé à une discussion générale sur la situation dans le Territoire sous tutelle.

1/ Vingt-septième rapport annuel à l'ONU sur l'administration du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, du 1er juillet 1973 au 30 juin 1974, adressé à l'ONU par les Etats-Unis d'Amérique conformément à l'Article 88 de la Charte des Nations Unies. Département d'Etat, Washington.

2/ T/PV.1435, annexe.

5. A la séance, le juin, les représentants de ont prononcé des déclarations de clôture. A la même séance, le Conseil a nommé un Comité de rédaction composé des représentants de et de , chargé de proposer, sur la base des discussions qui avaient eu lieu au Conseil, des conclusions et des recommandations concernant la situation dans le Territoire sous tutelle et de faire des recommandations concernant le chapitre du rapport du Conseil au Conseil de sécurité relatif à la situation dans ce territoire.

6. A la séance, le juin, le Conseil a examiné le rapport du Comité de rédaction (T/L.) /à compléter ultérieurement/.

B. Examen des pétitions

7. A sa quarante-deuxième session, au cours de son examen du rapport annuel sur le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique (T/1762), le Conseil de tutelle a entendu huit pétitionnaires, dont la demande d'audience avait été distribuée sous les cotes T/PET/10/92 et Add.1, T/PET/10/93/Add.1 et T/PET/10/94.

8. A sa quarante-deuxième session, le Conseil de tutelle était saisi de 25 communications qui avaient été distribuées sous les cotes T/COM.10/L.137 à T/COM.10/L.161, conformément à l'article 24 du règlement intérieur du Conseil. Huit autres communications ont également été portées à l'attention des membres du Conseil. Elles émanaient des personnes suivantes : les chefs traditionnels de la Micronésie (la communication contenait les textes des résolutions MTL-2-001-TK, MTL-2-005-TK et MTL-2-006-TK); M. Paul Van Niewerburgh de Nicholasville (Kentucky); M. J. J. Kaufmann, de Honolulu (Hawaïi); M. Joseph H. Midzalkowski de Haines City (Floride); M. L. E. Sabath de Waianae (Hawaïi); et M. Martin R. Haase, de Chester (Nouvelle-Ecosse).

9. Le Conseil de tutelle a également examiné les pétitions écrites suivantes qui avaient été distribuées conformément au paragraphe 1 de l'article 85 du règlement intérieur du Conseil :

a) Une pétition (T/PET.10/85) de M. Filipe C. Mendiola, maire de Tinian, et de M. Sylvestre T. Cruz, président du Conseil municipal de Tinian (îles Mariannes), concernant les terrains nécessaires à l'établissement d'une base militaire dans l'île de Tinian;

b) Une pétition (T/PET.10/86) du Conseil municipal de Tinian, concernant Tinian (voir a) ci-dessus);

c) Une pétition (T/PET.10/87) de M. Stephen C. Murray, Friends of Micronesia, concernant le plébiscite qui doit avoir lieu aux îles Mariannes le 17 juin 1975;

d) Une pétition (T/PET.10/88) de Mme Alison Arblaster, responsable des affaires internationales de l'Australian Student Christian Movement (ASCM), concernant le plébiscite envisagé;

e) Une pétition (T/PET.10/89) de M. Felix Rabauliman, président de la United Carolinian Association, concernant le plébiscite envisagé 3/;

f) Une pétition (T/PET.10/90) de Mme Marian Shipley, secrétaire chargée de la correspondance de Voice of Women, concernant l'implantation d'une base militaire dans l'île de Tinian;

g) Une pétition (T/PET.10/91) de M. Assaichy Robert, magistrat de la municipalité de Parem (Truk), concernant des terrains;

h) Une pétition (T/PET.10/93) de M. Bharat K. Jammadas, secrétaire du Continuation Committee de la Conférence pour un Pacifique dénucléarisé, concernant en particulier le plébiscite envisagé.

3/ Par un télégramme daté du 27 mai 1975, M. Rabauliman a informé le Conseil que la délégation de la United Carolinian Association ne se présenterait pas devant lui. Aucune nouvelle n'a été reçue de M. Oscar Rasa, qui avait adressé une pétition identique au Conseil de tutelle (voir T/PET.10/89).

DEUXIEME PARTIE. SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE
DES ILES DU PACIFIQUE

[Cette partie comprendra le chapitre relatif à la situation dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, tel qu'il sera définitivement adopté par le Conseil de tutelle à sa quarante-deuxième session.]
